

L'hon. M. PEARSON: En effet. Vous vous souvenez probablement qu'un ou deux de ces pays étaient entrés en guerre quelques semaines seulement avant la Conférence de San-Francisco dans le but d'être éligibles. Il y en a un qui s'est qualifié juste avant l'expiration du délai.

M. COLDWELL: Cela impliquerait un amendement à la Charte et l'abolition du veto dans ce cas particulier.

L'hon. M. PEARSON: Cela pourrait impliquer un amendement à la Charte. Mais si les membres permanents pouvaient s'entendre pour conclure un arrangement officieux par lequel ils accepteraient de recevoir les demandes des États...

M. COLDWELL: Vous voulez dire renoncer au droit de veto?

L'hon. M. PEARSON: Y renoncer en ce qui concerne les demandes d'affiliation.

M. COLDWELL: Ce serait plutôt dangereux, n'est-ce pas?

M. GREEN: Le Canada s'opposerait à l'entrée de quels pays?

L'hon. M. PEARSON: La Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie et la Mongolie extérieure. Je pense que ce sont les seuls.

M. FLEMING: Et l'Espagne?

L'hon. M. PEARSON: Elle n'a jamais présenté de demande d'affiliation.

M. FLEMING: Quelles étaient les raisons invoquées contre l'admission de ces pays?

L'hon. M. PEARSON: Nous nous sommes élevés contre l'admission des États communistes des Balkans parce qu'ils avaient déjà refusé de respecter leurs engagements internationaux dans l'observance des traités de paix qu'ils avaient signés et qu'en agissant ainsi, ils n'ont donné aucune preuve qu'ils pourraient remplir les obligations stipulées dans la Charte des Nations Unies. L'Albanie a refusé d'accueillir sur son territoire les missions des Nations Unies; la Bulgarie et la Roumanie ont refusé de reconnaître certains travaux de l'Organisation. Dans le cas de la Mongolie extérieure, rien n'indiquait qu'elle était un État et qu'elle remplirait de son propre gré tout engagement international.

M. FLEMING: Quelles puissances principales n'ont pas encore formulé de demande?

L'hon. M. PEARSON: Les seules qui me viennent à l'esprit actuellement sont l'Espagne et la Suisse.

M. FLEMING: Et l'État du Vatican?

L'hon. M. PEARSON: Il n'a pas fait de demande.

M. GREEN: Pourquoi la Suisse n'a-t-elle pas fait de demande?

L'hon. M. PEARSON: A cause de sa traditionnelle politique de neutralité. Elle n'a jamais fait de demande d'affiliation à une organisation de ce genre, même pas à la Société des Nations. Elle s'en tient à la neutralité dans tout conflit.

M. FLEMING: Et la Suède?

L'hon. M. PEARSON: Elle en est membre. L'U.R.S.S. a apposé son veto à l'entrée du Portugal, de l'Irlande et de l'Italie.